

La suppression de l'Ena divise ses anciens élèves

France Emmanuel Macron a décidé de supprimer la prestigieuse École nationale d'administration.

Benjamin Masse
Correspondant à Paris

L'Ena, c'est vraiment une plaie, je suis totalement d'accord avec l'idée de la supprimer." Attablé à un café chic du quartier Saint-Lazare, à Paris, Fabien¹, ancien élève de la prestigieuse École nationale d'administration, n'en finit pas d'égrener les défauts qu'il trouve à cette institution qui, depuis sa fondation en 1945, a formé la majeure partie des élites françaises – dont Emmanuel Macron lui-même. Pour répondre à la colère des "gilets jaunes", l'hôte de l'Élysée s'est cependant résolu à supprimer ce temple de d'élitisme républicain.

Fabien, quadra qui a débuté sa carrière dans les ministères, et travaille désormais dans le secteur bancaire, s'en félicite. "Je reconnais que l'Ena m'a énormément apporté: c'est grâce à elle que j'ai un travail que j'adore, un très bon salaire et un statut social que beaucoup m'envient, reconnaît-il. Mais cela ne m'empêche pas d'en voir tous les défauts."

Le constat est partagé par beaucoup de ceux qui critiquent l'école: l'Ena sélectionne très jeunes – autour de 25 ans – un petit nombre d'élus qui jouiront durant toute leur carrière d'un statut enviable, les plaçant presque à vie au-dessus du commun des mortels. "C'est un système qui choisit 80 personnes par an voués à diriger la France, alors qu'ils n'ont quasiment aucune expérience de la vie réelle, poursuit Fabien. Et ensuite, ils se promeuvent et se renvoient l'ascenseur, sans qu'il y ait jamais un réel contrôle de la qualité de leur travail."

Le constat est donc – au moins en partie – partagé par Emmanuel Macron. "Nous avons besoin d'une élite, de décideurs. Simplement, cette élite doit être à l'image de la société, doit être sélectionnée sur des bases exclusivement méritocratiques", a précisé le président de la République, pour justifier son choix. L'hôte de l'Élysée ne va cependant pas rayer l'école d'un trait de plume. Une commission a été créée, dirigée par Frédéric Thiriez – ancien patron de la Ligue de football professionnel et énarque lui-même –, qui doit rendre ses conclusions d'ici à la fin de l'année.

Joies de la mondialisation

Mais si l'école a ses adversaires, elle a aussi ses thuriféraires, prêts à défendre bec et on-

gles l'institution qui a notamment vu passer quatre présidents de la République (Valéry Giscard d'Estaing, Jacques Chirac, François Hollande et donc Emmanuel Macron). "L'Ena a des défauts, mais elle a au moins le mérite de transmettre à ses élèves une exigence et une certaine armature de pensée, défend un autre ancien élève. C'est aussi grâce à cela que la France, malgré tous ses problèmes, a mieux tenu durant la crise que des pays comme la Grèce ou l'Italie." Et d'ajouter: "Je ne suis pas d'accord pour dire que l'Ena est une école inégalitaire. Le mode de sélection garantit malgré tout une certaine mixité sociale. Davantage par exemple que dans les Business Schools, où il y a une vraie sélection par l'argent."

Une analyse partagée par Marie-Françoise Bechtel, qui a dirigé l'Ena entre 2000 et 2002. "Je ne crois pas que l'uniformité de la pensée si critiquée soit tellement le fait de la formation elle-même, analyse-t-elle. Je pense plutôt que le manque de diversité de pensée est le simple reflet du triomphe de l'idéologie néolibérale au début des années 2000. Mais c'est plus la pensée unique de l'État lui-même qui pose problème, que celle de l'Ena en tant que telle."

Depuis une quinzaine d'années, de nouvelles critiques ont surgi qui jugent que les énarques – et en particulier les inspecteurs des finances, élite parmi l'élite des énarques –, en se convertissant aux joies de la mondialisation, ont largement abandonné leur mission de service du public. Autant de critiques largement relayées par les "gilets jaunes", dont beaucoup dénoncent le caractère "oligarchique" de l'Inspection des finances. Les systèmes de "pantouflage" et de "rétro-pantouflage", qui font que les énarques vont et viennent entre les plus hauts postes de l'État (conseillers ministériels et agents du Trésor en particulier) et la direction des grandes entreprises (notamment les grandes banques), alimentent les critiques et les soupçons de conflits d'intérêts.

"La France est un pays où une petite aristocratie se reproduit depuis des centaines d'années, analyse Fabien. L'Inspection des Finances n'est que l'actualisation de ce processus au XXI^e siècle."

Petite révolution

La réforme permettra-t-elle de changer ce mode de fonctionnement ancestral? "Je crois que Macron est sincère dans sa volonté de faire bouger les choses, estime le politologue Luc Rouban, directeur de recherches au CNRS. Il juge vraiment que

cette verticalité n'est plus adaptée à un monde qui fonctionne bien davantage en réseaux."

Parmi les pistes évoquées, celle d'une sélection des hauts fonctionnaires qui intégrerait une part importante de personnes plus âgées, ayant déjà eu des expériences professionnelles dans le public ou le privé. *"Ce serait une manière de sélectionner des gens peut-être moins conceptuels, mais certainement plus opérationnels, connaissant mieux les organisations, et qui avanceraient dans leur carrière de manière plus progressive"*, conclut Luc Rouban. Pour la France, ce serait déjà une petite révolution.

→ (*) Prénom d'emprunt

La prestigieuse
école a vu
passer quatre
présidents de
la République,
dont Emmanuel
Macron.